

2^E TRIMESTRE 2001 / ENQUÊTE DE CONJONCTURE SEPTEMBRE 2001 N° 20

LES PREMIERS SIGNES D'UN RALENTISSEMENT

Des performances tout à fait exceptionnelles avaient été relevées pour le début de l'année dans le cadre de cet indicateur de la conjoncture départementale. Elles n'ont pas été renouvelées à l'identique au deuxième trimestre. Celui-ci se situe quelques crans en dessous du précédent, mais il s'inscrit tout de même parmi les meilleurs observés jusqu'alors.

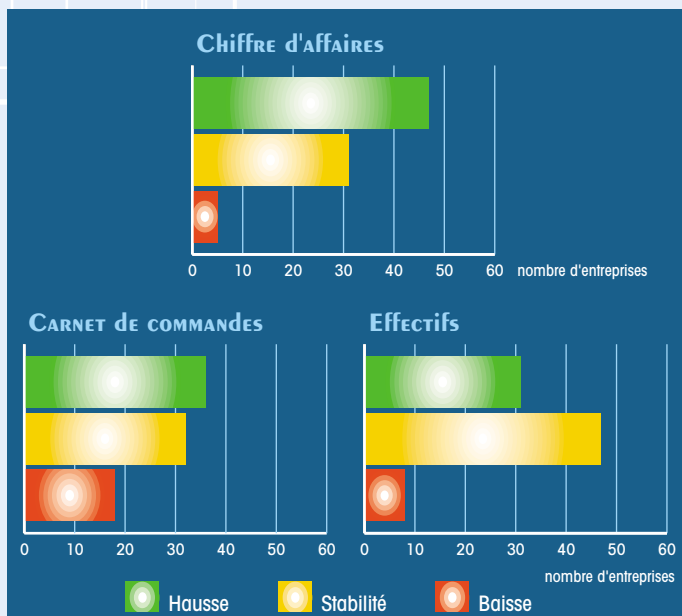
Les entreprises craignaient un ralentissement de leur activité, sans doute sous l'effet des annonces d'une récession faites un peu partout. Rien ne semble indiquer qu'il se soit déjà produit. Globalement, les carnets de commandes se sont encore enrichis, influençant à la hausse les chiffres d'affaires. Les recrutements se sont poursuivis, le recours à la main d'œuvre intérimaire est resté massif, les offres d'emploi déposées demeurent nombreuses. Parallèlement, le recours au chômage partiel s'écroule à nouveau et les licenciements pour motif économique deviennent moins fréquents. Les montants consentis pour les investissements atteignent des sommets.

Pourtant, on perçoit aussi de plus en plus nettement quelques signes nouveaux d'une certaine fragilité. La croissance ne se fait désormais plus à l'unisson. Les établissements touchés sont encore peu nombreux, mais leurs rangs se resserrent. Cela génère des situations individuelles aujourd'hui plus contrastées qu'hier, surtout dans l'industrie où une décélération est attestée pour certains établissements quand d'autres affichent toujours un étonnant dynamisme. Dans le secteur du bâtiment la stabilité l'emporte, mais à un bon niveau.

Pour la première fois depuis plusieurs années, le nombre des demandeurs d'emploi n'a que très faiblement régressé, dans notre département comme partout ailleurs. Mais il convient d'ajouter que cela intervient après une vague de reflux de grande ampleur. Surtout, on remarquera que les personnes inscrites depuis plus d'un an voient leur nombre diminuer fortement. Petit à petit on se rapprocherait donc d'un chômage davantage structurel, même si on s'en trouve encore éloigné. De même, il convient de ne pas perdre de vue que le flux des personnes faisant leur première entrée sur le marché du travail est désormais moins dense ; il s'agit là du début d'un mouvement dont on sait qu'il s'installera dans la durée.

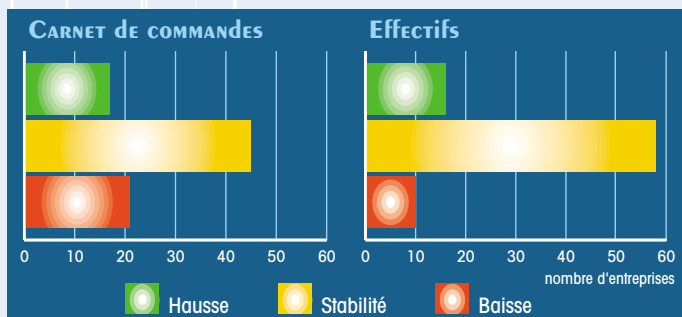
Dans un tel contexte, les prévisions avancées par les chefs d'entreprise à la veille des attentats étaient plus réservées que de coutume. Si globalement le moral de ceux que nous avons interrogés était majoritairement porté à l'optimisme, il n'en demeure pas moins que ces derniers envisageaient, en plus grand nombre que par le passé, un recul de leur activité avec bien sûr des répercussions négatives sur les intentions d'embauches. Les événements récents ne feront qu'amplifier ce mouvement. Le ralentissement semble donc bel et bien devant nous.

ÉVOLUTION AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS

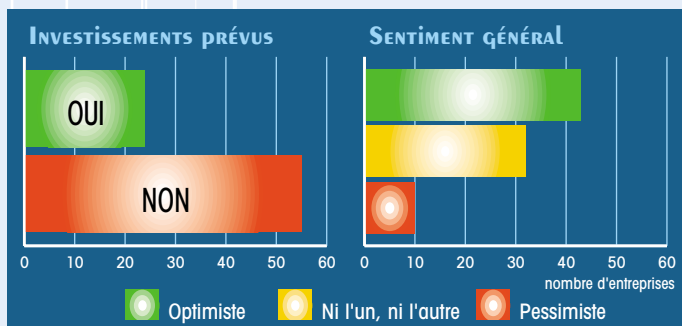


source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

PRÉVISIONS À COURT TERME



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

BONNE ACTIVITÉ MAIS RALENTISSEMENT ATTENDU

Le volume d'affaires réalisé par les entreprises au cours des trois derniers mois a encore progressé, en dépit de prévisions qui laissaient penser à un possible ralentissement. Cela confirme, une fois de plus, l'excellente tenue de l'activité locale. De juin à septembre, les carnets de commandes sont pour la plupart restés bien garnis, voire même ont grossi dans 42 % des cas. Les établissements pour lesquels un recul est intervenu demeurent minoritaires (21 %) ; ils appartiennent cependant presque tous au secteur de l'industrie qui connaît des situations plus contrastées que de coutume. Par ailleurs on remarquera que les responsables, pour la première fois depuis quatre ans, sont plus nombreux à envisager une baisse de leur carnet de commandes qu'une hausse. Le spectre du ralentissement se dessine donc.

Les résultats en terme de chiffre d'affaires demeurent très bons, meilleurs même qu'au cours des trois mois précédents. Ils ont augmenté dans 57 % des cas, ce qui prolonge la séquence d'une période assez exceptionnelle, sans équivalent depuis le début de cette enquête en 1996. Cette situation vaut pour chacun des grands secteurs d'activité, à l'exception toutefois du bâtiment qui affiche une stabilité dominante pour le deuxième trimestre consécutif. On doit noter aussi que la proportion d'établissements enregistrant une diminution de leur chiffre d'affaires a diminué (6 %).

Les annonces faites lors de la précédente enquête d'une sensible réduction des embauches n'ont pas été suivies d'effet, bien au contraire. Globalement, 36 % des établissements ont recruté du personnel entre juin et septembre, soit à peine moins qu'auparavant. Ce phénomène est observable pour l'industrie, le tertiaire, et dans une moindre mesure le bâtiment, cela quelle que soit la taille de l'établissement. À l'opposé, les entreprises ayant dû restreindre leurs effectifs demeurent relativement peu nombreuses (9 %). Les prévisions sont toutefois plus modérées que d'habitude, dans la mesure où les intentions d'embauche se contractent nettement (19 %), tandis que les cas où une compression du personnel est envisagée sont un peu plus fréquents (12 %). Dans l'industrie ces deux proportions sont d'ailleurs de poids équivalent. Dans l'ensemble, le bâtiment semble s'installer dans la stabilité.

Côté investissements, la situation se redresse. Les statistiques publiées par la Direction des Services Fiscaux pour le deuxième trimestre indiquaient des montants records. Tout laisse penser que cela va se poursuivre dans le court terme : un établissement sur trois déclare en effet vouloir réaliser un projet significatif dans les trois prochains mois. Cette proportion est la même dans chacun des grands secteurs d'activités.

Le moral reste bon. Le ralentissement dont il est largement fait écho un peu partout en France ne semble pas toucher outre mesure l'optimisme ambiant qui se manifeste chez la plupart des responsables d'entreprise interrogés (51 % alors qu'ils étaient 45 % lors de la dernière enquête trimestrielle). Tout au plus observe-t-on une poussée concomitante des sentiments d'inquiétude (une entreprise sur 10). Cela pourrait signifier que la conjoncture économique actuelle profiterait moins à certains établissements et qu'on assisterait peut-être au retour de situations plus disparates. Ajoutons que cette enquête de conjoncture a été effectuée quelques jours avant les événements survenus aux États-Unis.

LA CRÉATION D'ENTREPRISE SE RELÈVE

La perspective d'un **regain de la création d'entreprise** ①, esquissée jusqu'alors, paraît se confirmer avec les résultats du premier semestre 2001. Ceux-ci ne sont encore que provisoires, et par conséquent sous-estimés, mais ils se situent déjà au-dessus de ceux relevés pour les périodes précédentes.

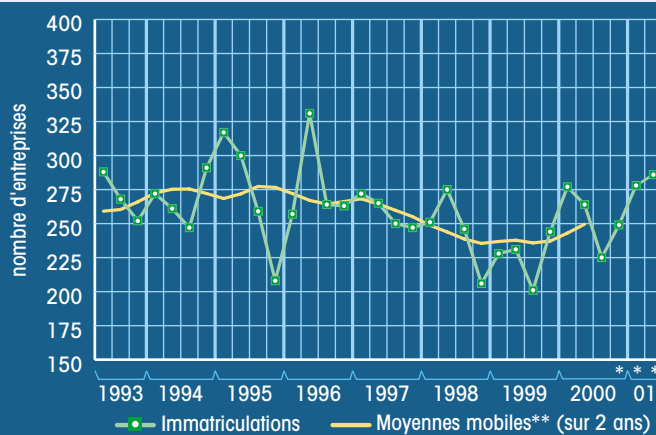
S'ils venaient à se renouveler, ils marqueraient **la fin d'une longue période de lente érosion.**

Globalement, **les sociétés réellement nouvelles** (créations pures) représenteraient **les 3/5 du volume des immatriculations**, une proportion plus forte que de coutume.

Rien ne semble devoir être modifié dans l'analyse effectuée précédemment des mouvements de **radiations d'entreprises** industrielles ou commerciales ②. Un **très léger fléchissement est perceptible sur longue période**, mais celui-ci semble se muer en **phase de stabilisation** pour les trois derniers exercices. Les chiffres du trimestre, encore provisoires, ne permettent pas encore de confirmer cette tendance.

Les évolutions récentes touchant le secteur artisanal paraissent elles aussi se confirmer. **Le volume des disparitions d'entreprise** ③ **se contracte lentement** mais régulièrement (- 2,9 % en rythme annuel, soit un peu moins qu'avant), tandis que **celui des créations croît sensiblement (+ 5 %)**, après une période de stabilité. **Le trimestre a été plutôt bon** avec un solde positif des immatriculations sur les radiations (+ 14), donnant aux douze derniers mois un résultat également positif (+ 5). Comme précédemment, cette vitalité est à porter au seul crédit du secteur du bâtiment (solde de + 12 pour le trimestre et de + 30 pour l'année).

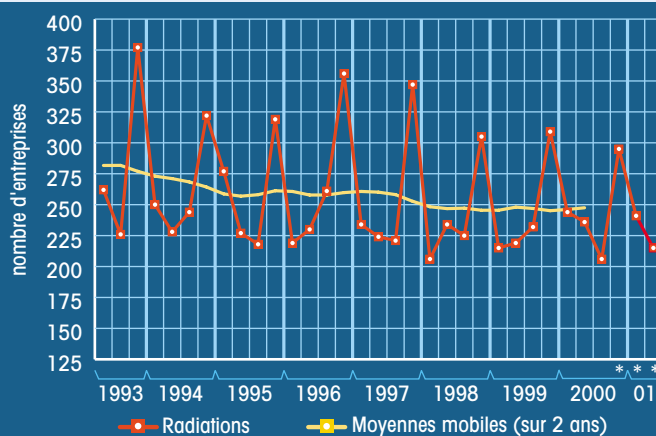
① CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

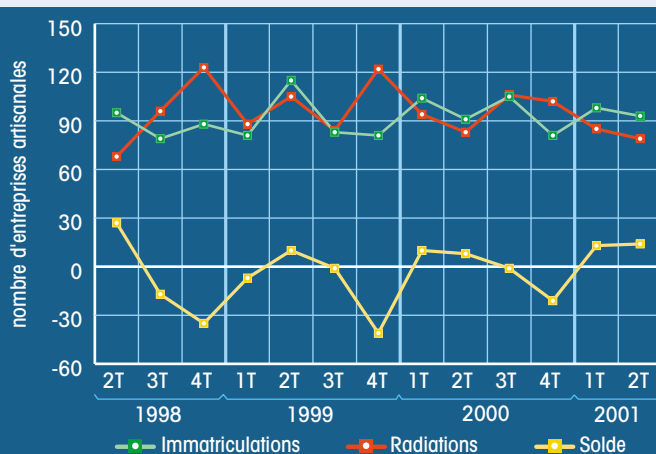
** La moyenne mobile est la valeur moyenne de la variable observée sur les douze derniers mois connus. Cette valeur moyenne est attribuée au point médian de la période observée. L'écart entre deux points de la moyenne mobile mesure le rythme annuel d'évolution. La courbe des moyennes mobiles exprime donc la tendance à long terme de la variable observée.

② RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



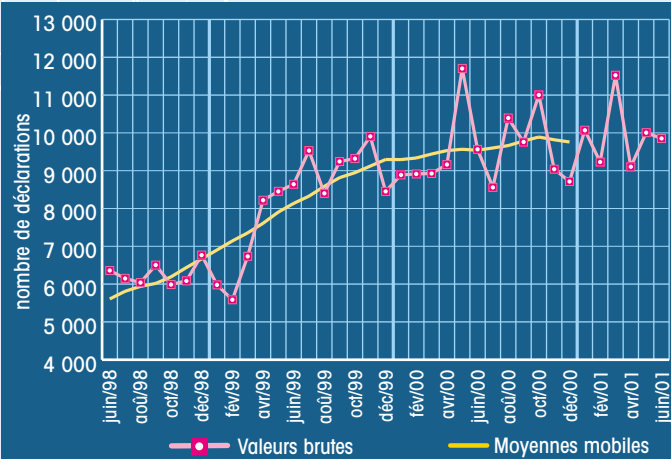
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

③ MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



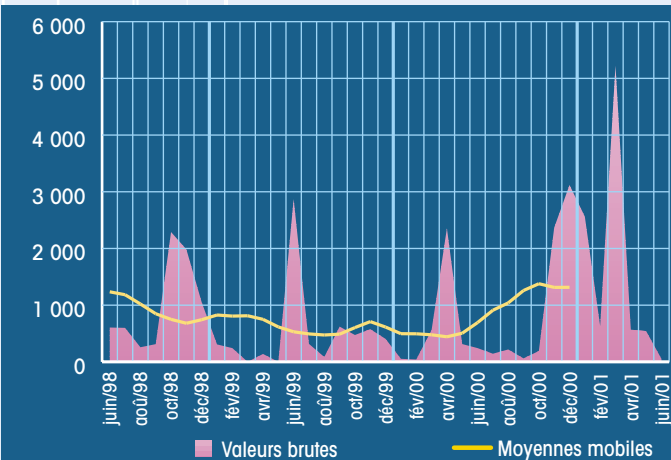
source Chambre de Métiers de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

1 RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



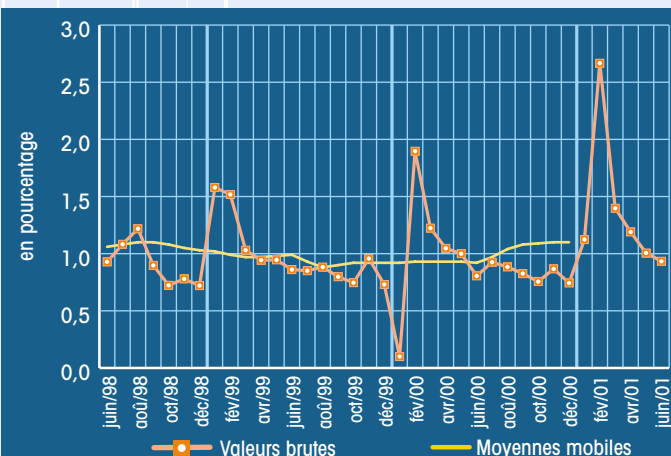
source : URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

2 CHÔMAGE PARTIEL (NOMBRE DE JOURNÉES INDEMNISÉES)



source DDETFP

3 TAUX DE RESTE À RECOUVRER DES COTISATIONS URSSAF



source URSSAF - Services statistiques régionaux

UNE ACTIVITÉ SOUTENUE

L'activité des entreprises est restée intense au cours du deuxième trimestre 2001. Les données liées à l'intérim corroborent les évolutions révélées par les autres indicateurs. D'avril à juin, **28 960 déclarations préalables à l'embauche concernant le travail temporaire** ont été adressées à l'URSSAF. C'est sensiblement moins qu'en début d'année (- 6 %) où un record avait été atteint, mais il s'agit tout de même de **l'un des meilleurs résultats de la décennie**. Sur la période des douze derniers mois, les chiffres sont éloquentes : plus de 117 000 déclarations déposées, ce qui représente une progression de 4,7 %.

Les résultats des deux trimestres précédents avaient fait craindre un retour du **chômage partiel**, devenu en quelques années marginal. Ceux concernant la période d'avril à juin sembleraient montrer qu'il s'agissait là d'un phénomène passager. En effet, **1 164 journées ont été indemnisées à ce titre, contre plus de 14 000 d'octobre 2000 à mars 2001**. Le Loir-et-Cher retrouve ainsi les niveaux très faibles observés jusqu'alors. Au total, 130 salariés ont été touchés.

La masse salariale des entreprises se serait **légèrement contractée** au cours du deuxième trimestre 2001 si l'on en juge par le **montant des cotisations** appelées par l'URSSAF¹. Celui-ci s'élève à **1,260 milliard de francs** (1,340 précédemment). Fin juin, la **part des cotisations restant impayées** après échéance s'établissait à **0,93 %**. Il s'agit là d'un taux très légèrement plus élevé que celui observé un an plus tôt à la même époque. Il ne paraît pas révéler d'éventuelles difficultés financières des entreprises.

(1) L'analyse de cet indicateur ne reflète pas la situation de l'ensemble des entreprises du Loir-et-Cher, car celles qui possèdent plusieurs établissements ont la possibilité de déclarer et de payer leurs cotisations à une seule Urssaf : c'est le système dit du "Versement Lieu Unique".

NOUVEAU BOND DES IMPORTATIONS

Le volume des **exportations** ④ s'est tassé au deuxième trimestre, comme il l'avait fait en 2000. Avec 2,3 milliards de francs, **il se situe un peu au-dessous de la moyenne de ces deux dernières années**. Sur 12 mois, il est inférieur de 2,4 % à la période antérieure.

Simultanément, **les importations ont poursuivi leur mouvement à la hausse**. Un **nouveau record** a été atteint avec **plus de 2 milliards de francs** (2,1 exactement). Ce résultat fait écho à l'effort d'équipement des entreprises qui reste très soutenu, comme l'indiquent l'enquête de conjoncture et la Direction des Services Fiscaux. **Pour les 4 derniers trimestres, la progression est de 24 %** par rapport aux précédents.

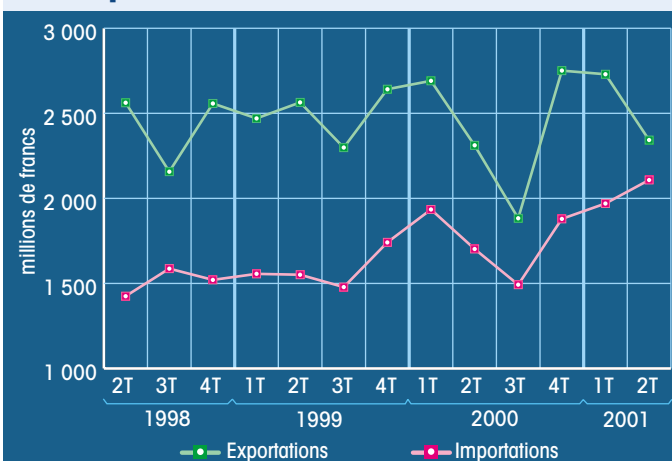
Ces deux tendances opposées induisent un **resserrement assez net du solde des échanges extérieurs** ⑦ du département. Il reste néanmoins positif avec 235 millions de francs, mais il s'agit du niveau le plus faible depuis fin 1996. Le **taux de couverture**² s'établit à **111 %**, contre 139 % au premier trimestre.

NET RECUL DE LA CONSTRUCTION DE LOCAUX D'ACTIVITÉS

À peine plus de **40 000 m² de locaux à usage d'activités** ⑥ ont été **mis en chantier** d'avril à juin. Cela représente un **recul très important** par rapport aux deux trimestres précédents qui avaient il est vrai enregistré des niveaux tout à fait exceptionnels (près du double). De fait, ce faible résultat influence celui de la période couvrant **les douze mois écoulés** (230 200 m²), **en diminution** lui aussi par rapport à l'année antérieure (- 3,4 %), alors que ce dernier s'améliore pour l'ensemble de la région (+ 4,7 %).

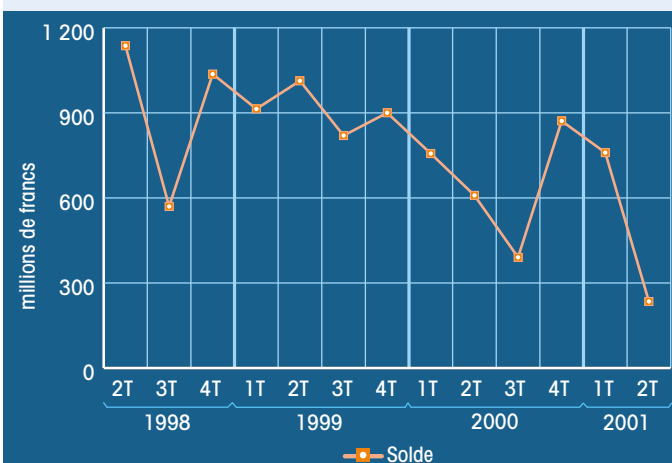
(2) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

④ COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



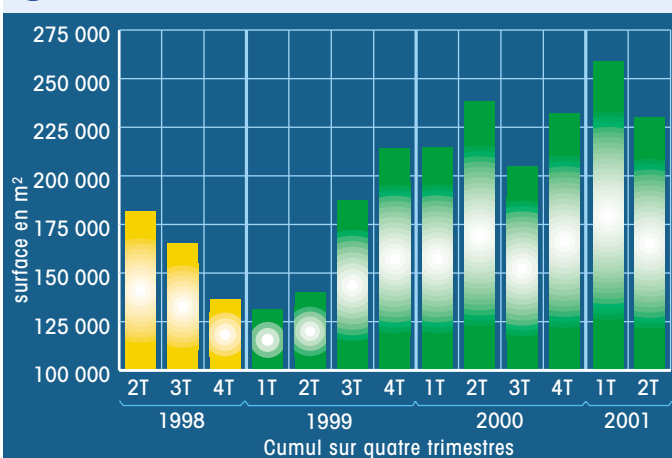
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

⑦ SOLDE DES ÉCHANGES COMMERCIAUX



source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

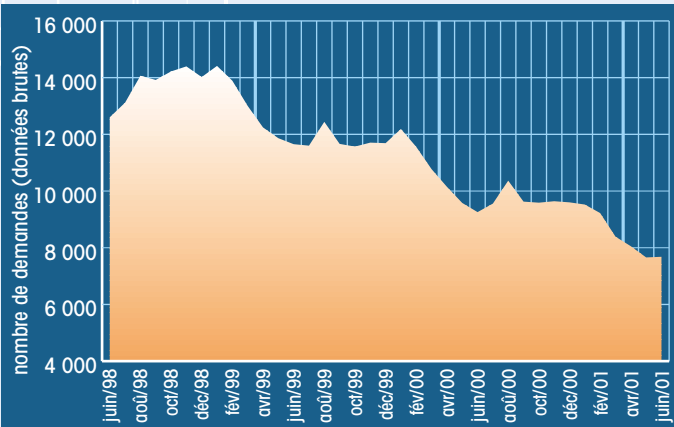
⑥ LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES*)



source DRE - fichier Siclone - Sitadel

* Cumul glissant sur quatre trimestres. Sitadel intervient à compter du 1^{er} trimestre 1999 (symbolisé par le changement des couleurs).

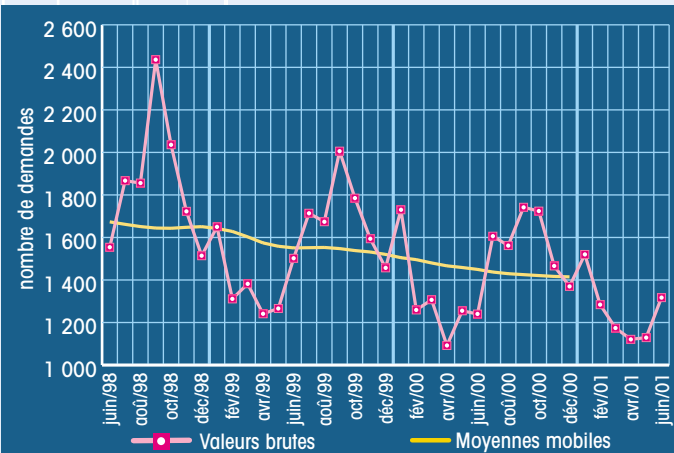
1 DEMANDES d'Emploi EN FIN de Mois (DEFM)



sources DDTEFP - ASSEDEC

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

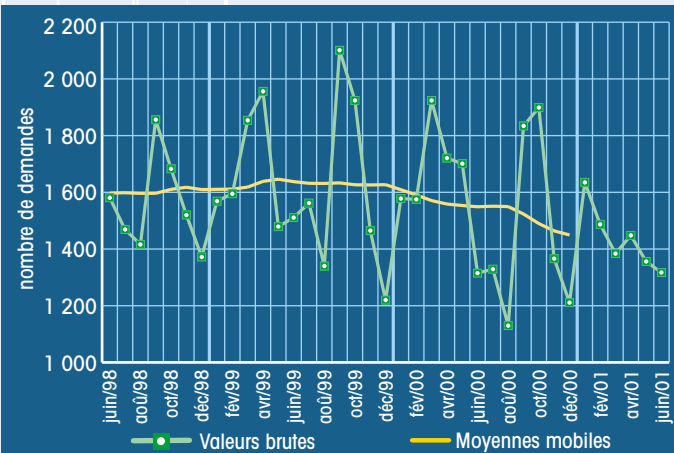
2 DEMANDES d'Emploi ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DDTEFP

Demandes d'emploi enregistrées : représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

3 DEMANDES d'Emploi SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DDTEFP

Demandes d'emploi sorties : représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

DÉCRUE TRÈS RALENTIE du chôMAGE

La stabilité est la caractéristique dominante du marché du travail au deuxième trimestre 2001, si l'on s'en tient aux données corrigées des variations saisonnières : le nombre des demandeurs d'emploi (catégorie 1) évolue ainsi dans une fourchette étroite (8 360 en juin, soit un recul de 0,6 % en trois mois). Cette évolution contraste avec celle observée précédemment, quand le reflux était important et en particulier avec celle, exceptionnelle, des trois premiers mois de l'année. De ce fait, les chiffres du trimestre minorent les résultats sur une année, qui révèlent tout de même une diminution de 16,3 % (17 % en données brutes), de loin la plus forte de la région Centre. En données brutes, le nombre des demandeurs d'emploi passait de près de 8 400 à 7 681 (soit - 8,5 % par rapport à mars).

Le nombre des demandeurs d'emploi bénéficiant d'une indemnisation, toutes catégories confondues (7 661), a sensiblement diminué au cours du deuxième trimestre (- 11 %), marquant une accélération qui tranche avec les évolutions relativement modestes relevées jusqu'à présent.

La situation demeure favorable à la plupart des catégories de demandeurs, bien que certaines divergences semblent s'esquisser. Globalement, les écarts sont peu importants, même si un recul plus rapide du chômage des femmes se confirme, tout comme celui des demandeurs les plus qualifiés (ouvriers et employés). L'avantage est aussi plus marqué pour les demandeurs inscrits depuis le plus longtemps (diminution de 40 % pour ceux comptant de 2 à 3 ans d'ancienneté). À l'inverse, la situation semble plus délicate pour les cadres et les agents de maîtrise (hausse de 2,8 % sur 12 mois) et moins portuse pour les hommes de moins de 26 ans (- 6,2 %).

D'avril à juin, 3 567 inscriptions ont été enregistrées par l'ANPE, soit autant qu'un an auparavant à la même période. Au total, sur 12 mois, cet organisme a traité plus de 17 000 demandes nouvelles, soit 6 % de moins qu'au cours des 12 mois précédents. Sur ce plan, le Loir-et-Cher se distingue nettement puisque le recul est seulement de 3 % pour le Centre et de 2 % au niveau national. Les constatations effectuées jusqu'à présent sont confirmées, à savoir une diminution importante du nombre des personnes effectuant leur première entrée sur le marché du travail, un recul de celles licenciées pour motif économique (réductions sur un an supérieures à 20 %), et parallèlement une multiplication de celles désirant reprendre une activité après une période d'interruption.

Le nombre des personnes sorties des fichiers de l'ANPE

au deuxième trimestre est le plus faible observé depuis longtemps (4 121, soit - 8,5 %). Ce constat vaut aussi pour la région et le pays. On doit cependant noter que le **Loir-et-Cher** se distingue là encore par **des volumes de sorties proportionnellement plus gros** que ceux du Centre ou de la France, respectivement - 10,4 % sur les douze derniers mois, contre - 6,4 % et - 5,3 %.

En décalage avec les chiffres publiés sur le nombre des demandeurs d'emploi, le **taux de chômage** **4** s'établit fin juin à **7,5 %**³, en **légère progression de 0,2 point**. L'évolution est similaire quasiment partout ailleurs, dans les autres départements du Centre (**taux régional à 7,4 %**) ou en France (8,8 %). Au sein même du Loir-et-Cher, des hausses sensibles sont intervenues dans chacun des arrondissements, mais plus particulièrement celui de Romorantin (+ 0,3 point). Les taux sont respectivement de 7,1 % pour celui de Vendôme, 7,4 % pour Romorantin et 7,7 % pour Blois.

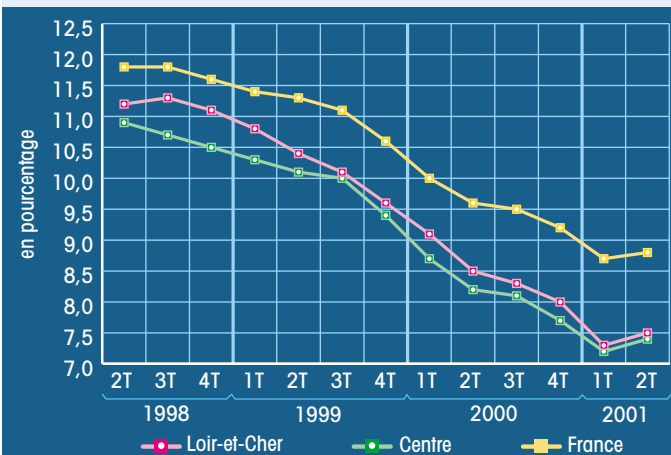
DES BESOINS IMPORTANTS DE MAIN D'ŒUVRE

Le volume des offres d'emploi parvenues à l'ANPE **5** d'avril à juin demeure à un niveau élevé (3 880), mais en net retrait par rapport au premier trimestre de l'année, exceptionnel. Le Loir-et-Cher affichait alors, il est vrai, une très étonnante vitalité qui surpassait celle de ses voisins. La situation s'est rééquilibrée depuis, induisant une évolution légèrement négative pour le département en contraste avec celle positive constatée pour le Centre et la France. **Sur douze mois, ce volume a crû de 3 %** pour le département et diminué de 3 % dans la région et de 1,5 % en France. Globalement, **46 % des offres loir-et-chériennes concernaient des emplois de longue durée à temps plein** (type A).

Si l'on en juge par les **déclarations préalables** **6** adressées à l'URSSAF, les embauches auraient été plus nombreuses au deuxième trimestre qu'au premier : 13 900 contre 11 750 (hors agriculture et travail temporaire). Cela représente une **hausse de 18 %** qui intervient après deux périodes successives d'un recul sensible. En rythme annuel, les déclarations préalables à l'embauche progressent de 6 %.

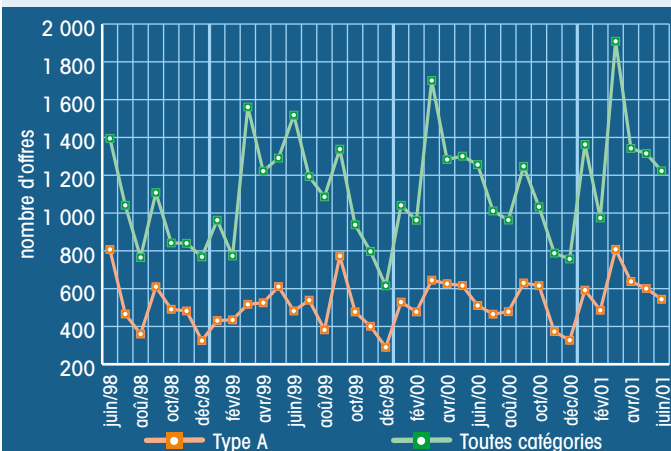
(3) Le taux de chômage résulte d'une construction complexe réalisée par l'INSEE, qui prend en compte plusieurs catégories de demandeurs d'emploi et des estimations de population régulièrement révisées. Les variations observées sont en conséquence difficilement analysables.

4 TAUX DE CHÔMAGE



source DDTEFP

5 OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES



source DDTEFP

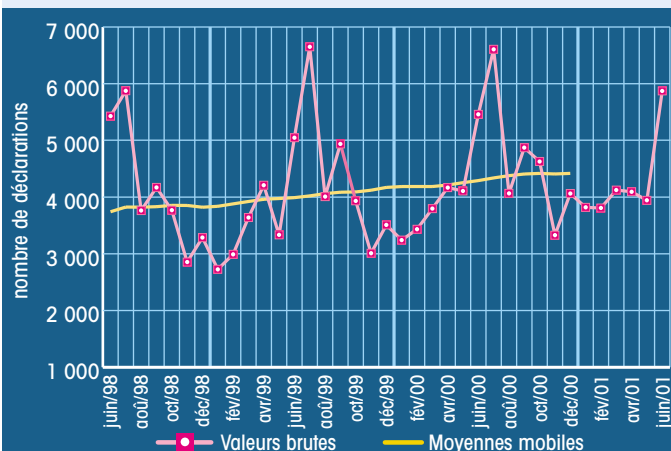
Définition des différentes catégories :

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

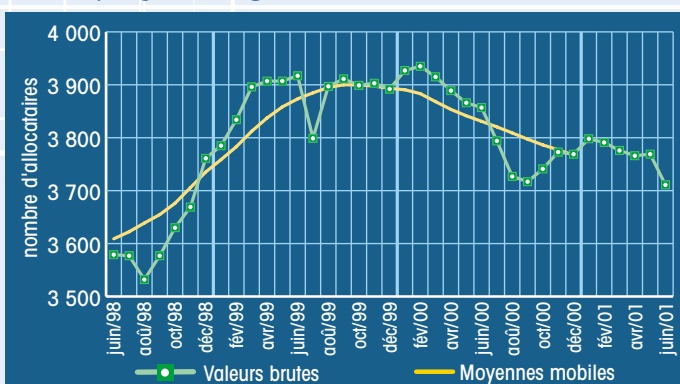
6 DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

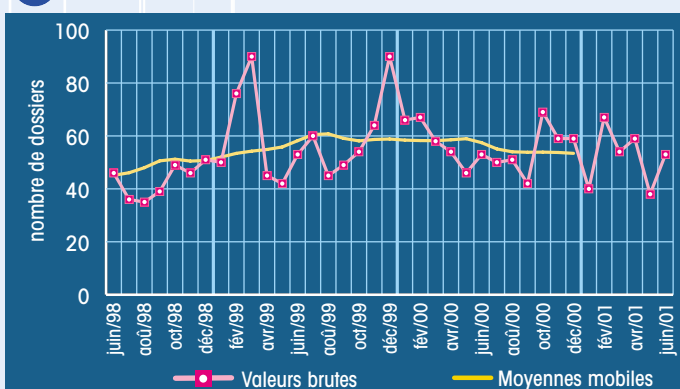
Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



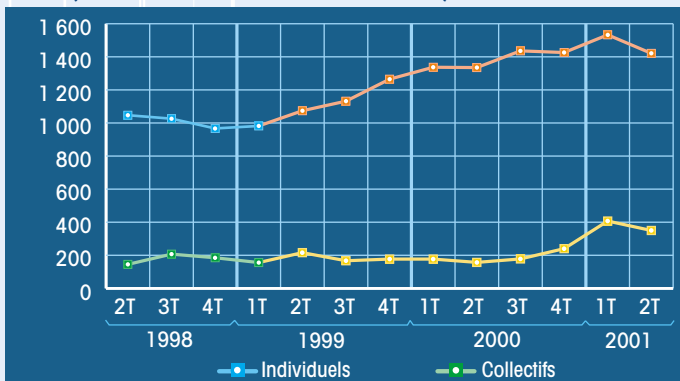
sources CAF et MSA

2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source Banque de France

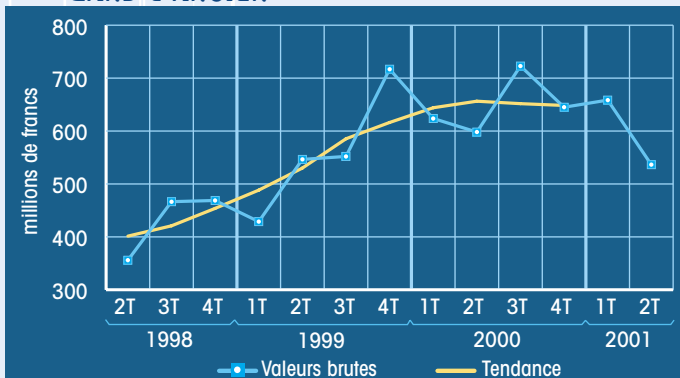
3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES*)



source DRE - Siclone - Sitadel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné. Sitadel intervient à compter du 1^{er} trimestre 1999 (changement de couleur).

4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

RMI ET SURENDETTEMENT, LA LENTE ÉROSION

La situation a peu évolué côté **RMI** 1. Les rangs des allocataires subissent **une très lente érosion** qui n'est en rien comparable à celle, plus vive, touchant le chômage. La multiplication des recrutements observée pendant les derniers temps n'a manifestement eu que très peu d'effets sur cette partie de la population. **Au cours des douze derniers mois, leur nombre n'a cessé d'osciller faiblement entre 3 700 et 3 800**, d'abord à la hausse jusqu'en janvier, puis à la baisse. En juin, ils étaient **3 711**, niveau le moins élevé depuis la fin de 1998, ce qui représente une baisse de 1,7 % pour le trimestre et de 3,8 % pour les douze derniers mois.

Peu de changements sont intervenus en matière de **surendettement** 2. Au deuxième trimestre **150 dossiers supplémentaires** ont été déposés auprès de la Banque de France, soit un peu moins qu'entre janvier et mars (161). **Sur longue période, on observe que la tendance est à la diminution progressive**, en dépit de quelques pointes. Ainsi en l'espace d'une année, la quantité de nouveaux dossiers enregistrés par cette institution s'est réduite de 9 %.

LES MÉNAGES MOINS MOBILISÉS POUR LEUR LOGEMENT

Après l'emballlement de ces derniers temps, **l'activité liée à la construction de logements neufs paraît marquer le pas**. Le deuxième trimestre est en effet en retrait par rapport au début de l'année où des sommets avaient été atteints en la matière : **276 logements mis en chantier** 3 **contre 684 précédemment**. On peut espérer qu'il s'agit là davantage d'un effet de rééquilibrage que de la marque d'un ralentissement, bien que les statistiques montrent l'écroulement des programmes collectifs. Analysée sur longue période, l'évolution demeure très positive : **+ 18,7 % sur douze mois**, surtout si on la compare à celle, négative, de **la région (- 5,8 %)**.

Ralentissement également sur le marché de **l'immobilier ancien** 4. Le montant des transactions effectuées **recule nettement (- 18,5 % au cours du trimestre)** pour se situer au niveau le plus faible de ces deux dernières années. Les bonnes performances passées permettent cependant de maintenir positive la tendance en rythme annuel (+ 2,9 %).